

n'est réduire sensiblement les rapports à soumettre et éliminer l'exigence d'approbation préalable pour certains contrats de service et d'aide technique.

La législation sur l'investissement direct fait partie de la "Foreign Exchange and Foreign Trade Control Law", qui remplace l'ancienne Loi sur l'investissement étranger (voir annexe I, p. 268). Les anciennes conditions d'approbation ont été remplacées par une exigence d'avis préalable, à la suite duquel les ministres responsables peuvent suggérer ou demander que la transaction soit suspendue ou que certains éléments en soient modifiés. L'investissement étranger direct est soumis à l'examen et il y a de nombreuses limitations très strictes dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation minière et pétrolière ainsi que de l'industrie des articles en cuir.

Quand on examine les conséquences de la politique de restructuration industrielle sur le commerce extérieur, il semble qu'elle ait aidé l'industrie du Japon à s'ajuster à une économie mondiale en évolution. L'économie japonaise a rattrapé, et dépassé, la plupart des économies puisqu'elle est en tête des pays industrialisés. Ses réalisations continueront à avoir d'importantes répercussions au niveau international. Il continue à y avoir des secteurs précis qui sont protégés au Japon, avec pour résultat qu'il y a une double économie: une partie de l'économie est orientée vers les exportations et en croissance rapide, alors que l'autre est au ralenti, non affectée par le commerce international et vouée à la consommation interne. Cette dualité amènera inévitablement à des frictions entre le Japon et ses partenaires commerciaux. Il y a des signes qui révèlent que certaines exportations japonaises provoquent de graves difficultés chez les producteurs de biens comparables dans d'autres pays, comme c'est le cas pour les automobiles et certains tubes de télévision.

La puissance croissante du Japon dans le commerce international, mesurée en croissance des échanges et en surplus de comptes courants, a pour contrepartie des taux de croissance économique plus lents et des taux de chômage plus élevés dans de nombreux autres pays. Le gouvernement japonais a parfaitement conscience de la menace de mesures protectionnistes que ses partenaires commerciaux pourraient prendre en représailles. Les pressions que ceux-ci ont exercées ont été à l'origine de mesures défensives que le Japon a prises, en particulier avec l'apparition des accords volontaires d'exportation inspirés par le gouvernement et les mesures de commercialisation structurées. Afin de se protéger des mesures protectionnistes que les concurrents américains et européens pourraient prendre, les fabricants japonais d'automobiles, par exemple, passent des accords coopératifs d'investissement et de technologie pour tenter d'éviter d'avoir à procéder à des coupures de production interne au cours de la décennie.